

LA LETTRE DE STELLA DUPONT

OCTOBRE 2025

PERMANENCE PARLEMENTAIRE

10 rue Félix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire

02 41 17 26 02

stella.dupont@assemblee-nationale.fr



ZOOM SUR...

L'ACTUALITÉ DU MOIS



Un appel au rassemblement de la gauche réformatrice de Bernard Cazeneuve

Je soutiens Bernard Cazeneuve dans sa volonté de rassembler les femmes et les hommes politiques qui croient en une gauche réformatrice et modérée.

Dans la situation politique actuelle, **le sérieux budgétaire doit être notre boussole afin de sortir le pays de l'impasse, sans pour autant négliger la justice sociale et**

fiscale.

Je partage pleinement sa conviction : une fiscalité juste est indispensable. Les plus hauts revenus doivent contribuer davantage à l'effort collectif, mais cela ne doit pas se faire au détriment du dynamisme économique et de la compétitivité des entreprises.

Je regrette, par ailleurs, l'affaiblissement de nos institutions : le Conseil Constitutionnel et la Justice souvent critiqués, le Parlement, le Gouvernement et le Président de la République sont fragilisés également. **Il est urgent de rétablir la confiance des Français dans nos institutions et dans le fonctionnement de la vie politique.**

La critique de Bernard Cazeneuve est sévère mais je pense qu'elle est fondée.

Face à la menace que constitue le Rassemblement national, nous avons un devoir de responsabilité. À l'approche de l'échéance présidentielle de 2027, **nous devons être à la hauteur de l'enjeu et dépasser les logiques partisans pour construire ensemble une alternative crédible, réformiste et républicaine.**

Pour lire l'article Le Point à ce sujet :

[Cliquez-ici](#)

ZOOM SUR...

LES RENCONTRES TERRAIN



JEUDI 30 OCTOBRE : Départ du Préfet, Philippe Chopin

J'ai eu le plaisir de participer à la cérémonie de **départ à la retraite de Philippe Chopin, Préfet de Maine-et-Loire.**

Une très belle soirée, marquée par des discours sincères et émouvants, rendant hommage à un grand serviteur de l'État, reconnu tant pour la qualité de son **engagement professionnel que pour ses qualités humaines** : rigueur, humanité et sens de l'humour !

J'ai pris plaisir à travailler avec lui durant ces deux dernières années et je tiens à le remercier chaleureusement pour son **écoute, sa réactivité et sa capacité à fédérer**.



DIMANCHE 19 OCTOBRE : Cérémonie d'hommage

Je me suis rendue au mémorial de Belle-Beille, à Angers, pour rendre hommage aux Angevins tués par les nazis.

Comme chaque année en octobre, au mémorial des Fusillés de Belle-Beille, nous avons honoré la mémoire des 46 Français fusillés ici entre le 21 février 1942 et le 7 juin 1944, pour avoir résisté à l'occupant.

Nous nous devons de ne jamais oublier leur courage, leur engagement, leur sacrifice.



LUNDI 13 OCTOBRE : Réunion avec les parlementaires à la CAPEB

Je participais à la réunion organisée par la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) de Maine-et-Loire aux côtés de mes collègues parlementaires.

Le secteur du bâtiment est en difficulté depuis près de deux ans. Les entreprises artisanales ont **besoin de lisibilité, de simplification administrative et de leviers concrets pour investir et recruter.**

La CAPEB a formulé 33 propositions pour **relancer l'activité du bâtiment.**

Les artisans le disent : **les dispositifs d'aide doivent s'adapter aux réalités du terrain, et les décisions administratives doivent revenir davantage au niveau des territoires.**

Ces rendez-vous d'échanges sont essentiels pour comprendre les problématiques de terrain et travailler ensemble sur les ajustements nécessaires.

Retrouvez les propositions de la CAPEB de Maine-et-Loire sur leur site :

[Cliquez-ici](#)



VENDREDI 10 OCTOBRE : Réunion avec les parlementaires à l'ARS

Régulièrement, une réunion d'échanges entre les parlementaires du Maine-et-Loire et l'Agence régionale de santé Pays de la Loire (ARS) est organisée et l'occasion de faire un **point sur les enjeux de santé du territoire**.

Cette rencontre avait pour objectif de faire un point d'étape sur l'**organisation de l'offre de soins psychiatriques dans le département**, ainsi que sur plusieurs sujets de préoccupation locale.

Au cours de cette réunion, l'ARS a présenté les premières conclusions de l'étude, destinée à dresser un état des lieux des moyens existants, des besoins et des leviers d'amélioration. Les établissements du territoire, notamment le CESAME et le centre hospitalier de Cholet, font face à des tensions importantes, notamment en raison de fermetures temporaires de places et de difficultés de recrutement. Des pistes d'action ont été présentées, comme **l'ouverture de nouvelles capacités d'accueil, la mise en place de postes partagés entre plusieurs établissements et un meilleur accompagnement de la formation des professionnels de santé**.

Il a aussi été question de **l'affectation des internes en médecine dans le Maine-et-Loire**. L'enjeu est clair : garantir une présence médicale suffisante sur l'ensemble du territoire et renforcer l'attractivité de toutes les structures hospitalières.

Enfin, un **point de situation a été fait sur le collège Jean Rostand de Trélazé**, actuellement suivi par les services compétents à la suite de signalements de symptômes au sein de la communauté éducative. Si aucun risque sanitaire avéré n'a été détecté à ce stade, une vigilance continue est assurée, avec un suivi coordonné entre les services de santé publique, l'Éducation nationale, la ville de Trélazé et le Département de Maine-et-Loire. Une communication doit aussi être assurée auprès des parents avec clarté et transparence.

Je reste pleinement **mobilisée sur les sujets de santé, en particulier la santé mentale, et suivrai donc avec vigilance la mise en œuvre des actions annoncées**.

ZOOM SUR...

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les principaux sujets de mes amendements

Justice fiscale 

Transition écologique 

Protéger nos aînés 

Stella
Dupont

Mes priorités pour le vote du Budget à l'Assemblée

Les débats budgétaires continuent à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre s'est engagé à ne pas recourir au 49.3, ce qui signifie que **chaque député aura un rôle décisif pour trouver un équilibre entre rigueur budgétaire, justice sociale, fiscale et soutien à la croissance économique.**

Voici mes priorités pour ce budget, inspirées surtout par nos échanges sur le terrain :

- **Plus de justice fiscale** : Je proposerai de limiter certaines sur-optimisations fiscales des plus riches via des sociétés holdings, pour que chacun contribue équitablement.
- **Transition écologique** : Je défendrai le maintien des crédits du Fonds vert, essentiel pour les collectivités locales (aménagements cyclables, recyclage des friches industrielles...), et des critères plus accessibles pour MaPrimeRénov' afin d'aider davantage de foyers à rénover leur logement.
- **Mieux protéger nos aînés** : face à l'augmentation du nombre de personnes dépendantes dès 2030, je proposerai la création d'une couverture dépendance (financements publics et mutualistes) pour garantir des services de qualité, améliorer les conditions de travail des personnels et baisser le coût pour les familles. Par cette mesure, on supprimera aussi les actuels contrats dépendance, qui trop souvent reviennent à payer une assurance sans ne jamais rien recevoir, même en cas de dépendance.
- Au-delà de ces trois sujets, je proposerai **d'autres amendements**, comme **baisser la TVA sur les habitats partagés** (un projet est porté par l'association AAHMA-Colibris des Mauges à Chemillé-en-Anjou) pour lutter contre l'isolement des personnes âgées et handicapées ; **recentrer le crédit d'impôt pour l'embauche de personnel à domicile** pour réaliser des économies suite à mes échanges avec les professionnels du secteur ; **m'opposer à l'augmentation des taxes pour les étrangers**, notamment étudiants, et **préserver les crédits pour l'insertion par l'activité économique et l'économie sociale et solidaire**, personne ne doit être laissé de côté.

Le débat est intense, mais je reste déterminée à **porter les propositions qui répondent aux besoins qui me sont exprimés sur le terrain et à construire des compromis en conformité avec mes valeurs** de femme de centre gauche.



Je suis désormais membre

*de la commission des affaires
sociales*

**Stella
Dupont**



Désormais commissaire aux Affaires sociales

Pour cette nouvelle année de travaux à l'Assemblée nationale, **j'ai fait le choix de siéger à la commission des Affaires sociales**, une instance centrale pour défendre les questions de travail, de formation professionnelle, de santé, de solidarité, de dépendance et de handicap. **Cette attribution me permettra d'agir plus efficacement sur des dossiers qui touchent directement à votre quotidien et sur lesquels je suis déjà engagée.**

Dès ce mois d'octobre, je m'investirai dans l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Mon objectif sera de **garantir que les arbitrages budgétaires protègent les plus vulnérables, qu'ils concilient justice sociale et fiscale, tout en identifiant des économies ciblées, notamment dans la lutte contre les fraudes.** Alors que nous célébrons cette année les 80 ans de la Sécurité sociale, c'est une responsabilité particulière que de moderniser notre modèle social pour transmettre un système durable et protecteur aux générations futures.

Mon engagement sur ces sujets n'est pas nouveau. Au niveau local, je suis directement impliquée dans les enjeux de santé en tant que **membre du Conseil territorial de santé et des conseils de surveillance du CESAME** (Centre de Santé Mentale Angevin) **ainsi que du Centre Hospitalier de la Corniche Angevine à Chalonnes.** J'échange régulièrement avec les acteurs de terrain et les élus de toutes sensibilités pour faire avancer les dossiers. Ces responsabilités locales me permettent de mesurer les défis concrets auxquels sont confrontés les professionnels de santé et les usagers, pour mieux appuyer mon action parlementaire.

Parmi les priorités que je porterai au sein de cette commission, la question de la **dépendance** occupe une place centrale. Avec l'accélération du vieillissement de la population, il est urgent de **repenser notre approche pour nous adapter aux évolutions démographiques et aux contraintes budgétaires.** Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la qualité des services proposés aux personnes dépendantes et les conditions de travail des personnels, mais aussi d'alléger le coût financier qui pèse sur les familles. Je suis convaincue que **le financement de la dépendance doit continuer à reposer sur la solidarité nationale**, mais il est tout aussi nécessaire d'explorer des solutions innovantes pour garantir une protection suffisante à tous. C'est pourquoi je travaille à la **création d'une couverture dépendance qui combinerait financements publics et mutualistes afin de partager les coûts de manière équitable et offrir une sécurité plus forte en cas de perte d'autonomie.**

Mon action à l'Assemblée nationale s'appuiera sur une méthode que j'ai toujours privilégiée : **le dialogue transpartisan avec les forces politiques républicaines et les partenaires sociaux et la recherche de solutions concrètes et efficaces.**

Pour en savoir plus sur la Commission des affaires sociales :

[Cliquez-ici](#)



MARDI 21 OCTOBRE : Mes questions aux Ministres en Commission des Affaires sociales

En tant que nouvelle commissaire aux affaires sociales, j'ai auditionné les Ministres du Travail, de la Santé, du Budget et des Personnes handicapées sur le budget de la Sécurité sociale.

J'ai questionné les Ministres sur deux sujets :

- **La situation des pharmaciens** : Après avoir écouté ceux de Maine-et-Loire, j'ai partagé avec la ministre des idées pour réaliser des économies, tout en préservant leur rôle essentiel.
- **Le financement de la dépendance** : D'ici 2030, le nombre de personnes dépendantes va fortement augmenter. Malgré les efforts, les moyens actuels ne suffiront pas à garantir des services de qualité et à soulager les familles. Je reste attachée à la solidarité nationale, mais il faut innover !

J'ai donc proposé à la Ministre d'étudier la création d'une couverture dépendance, mêlant financements publics et mutualistes, pour mieux partager les coûts et protéger chacun en cas de perte d'autonomie. La Ministre s'est montrée ouverte pour travailler sur ces chantiers.

Pour voir mes questions et les réponses des Ministres :

[Cliquez-ici](#)



MARDI 21 OCTOBRE : Visite des élus de Sarrigné à l'Assemblée

J'ai eu le plaisir d'accueillir les élus de la commune de Sarrigné dans le cadre de leur visite de l'Assemblée nationale.

Ils ont pu **visiter les lieux emblématiques de l'institution** : la Cour d'honneur, la salle des Pas Perdus, les Quatre Colonnes (lieu des interviews), la galerie des Fêtes, les colonnades et la magnifique bibliothèque.

Ils ont pu découvrir l'effervescence qui anime l'Assemblée nationale lors des Questions d'Actualité au Gouvernement (QAG), depuis les tribunes de l'hémicycle. À leur sortie de cette séance, les élus ont eu l'opportunité de croiser la Présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, ce qui a permis un bref échange avec le Maire de Sarrigné, Sébastien Bodusseau.

Une véritable immersion au sein de l'une de nos institutions !



MARDI 21 OCTOBRE : apposition de plaques dans l'hémicycle

Il y a 80 ans, le 21 octobre 1945, **33 femmes**, résistantes, institutrices, avocates, journalistes, employées... **faisaient leur entrée à l'Assemblée nationale** constituante. Pour la première fois, des Françaises étaient élues Députées.

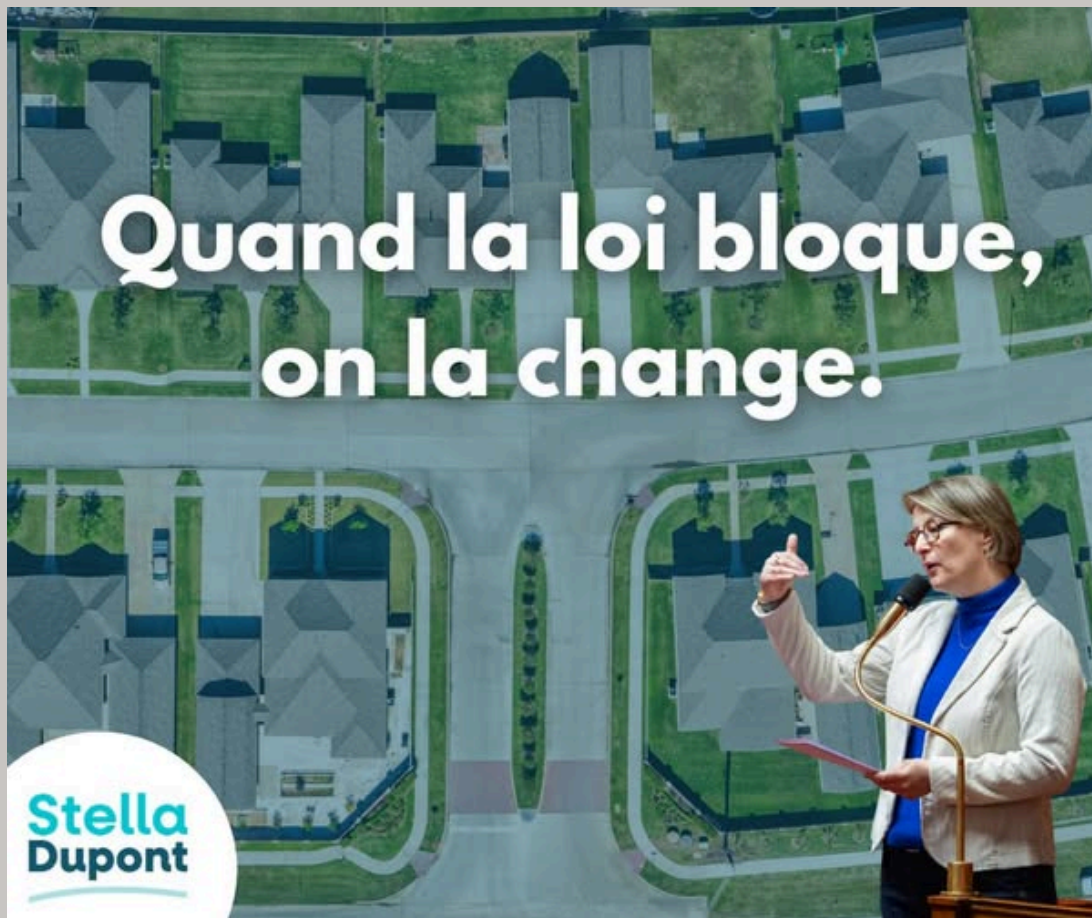
Parmi elles, Mathilde Gabriel-Péri (Seine-et-Oise), Germaine Peyroles (Seine-et-Oise) et Germaine Poinso-Chapuis (Bouches-du-Rhône), premières femmes à accéder à la vice-présidence de l'Assemblée.

A l'occasion de cet anniversaire, j'ai assisté à la pose de **3 plaques en leur honneur dans l'hémicycle**. Une cérémonie qui s'est déroulée en présence de leur famille et de celle de Catherine Frot qui a lu certains de leurs discours pour l'occasion.

Merci à ces femmes d'**avoir osé s'engager**, à une époque où leur légitimité était sans cesse remise en question. Leur courage a ouvert la voie à des générations d'élues.

Pour retrouver le livret sur ces 33 femmes Députés :

[Cliquez-ici](#)



MERCREDI 15 OCTOBRE : les "lotissements-jardins"

Il y a deux ans, des citoyens m'ont alertée au sujet d'un blocage administratif. **Ils ne pouvaient pas construire sur leurs terrains en ville, classés en « lotissements-jardins »**, les règles pour déroger à ce classement étant trop strictes.

Plusieurs projets de construction étaient ainsi à l'arrêt. Pourtant, ces contraintes vont à l'encontre des objectifs climatiques, notamment celui de **réduire la bétonisation de nos campagnes et espaces naturels, comme le prévoit la loi Climat et résilience**. En effet, construire de façon plus dense permet de réduire l'étalement urbain et ainsi de préserver la biodiversité.

J'ai donc agi avec persévérance. J'ai contacté mes collègues parlementaires, interpellé les Ministres, posé une question orale au gouvernement, et saisi l'opportunité de la proposition de loi sur la simplification de l'urbanisme portée par Harold Huwart pour faire adopter un amendement, en lien avec Grégory Blanc au sénat.

Aujourd'hui, c'est fait : **la loi a été définitivement votée à l'Assemblée nationale !**

Une fois qu'elle sera promulguée, **les propriétaires situés en zone constructible d'après les documents d'urbanisme pourront construire dans ces « lotissements-jardin » si une majorité de propriétaires y est favorable.**

Malgré l'instabilité politique, on avance pour simplifier la vie des Ligériens et répondre aux enjeux de logement et d'environnement.



MARDI 14 OCTOBRE : Déclaration de politique générale

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a présenté devant l'Assemblée nationale sa déclaration de politique générale.

J'y ai relevé différentes avancées :

- le **refus du recours au 49-3** et la volonté de faire **confiance aux parlementaires** en soumettant le budget au vote
- la **suspension de la réforme des retraites** jusqu'à la prochaine élection présidentielle, tout en confirmant la nécessité de financer cette suspension, avec un rôle renforcé confié aux partenaires sociaux dans le cadre d'une conférence sociale sur les retraites et le travail
- l'introduction de **mesures de justice fiscale** dans le projet de budget, sur les holdings et les plus fortunés
- la confirmation de la **nécessité de redresser les comptes publics**

Ce sont des principes et des évolutions intéressantes.

Désormais, il nous revient, en tant que parlementaires, de nous saisir du projet de budget présenté par le Premier ministre en :

- identifiant les points à amender, en **priorité pour préserver le pouvoir d'achat des actifs et des retraités les plus modestes**
- évaluant l'efficacité des dispositifs techniques en matière de **justice fiscale**
- renforçant les moyens consacrés à la **transition écologique**.

En somme, cette nouvelle méthode et la version initiale du projet de loi de finances doivent nous permettre de **bâtir un budget 2026** porteur d'économies, d'efforts équitablement répartis et permettant de renforcer certaines politiques publiques comme la santé, l'éducation, la transition écologique et la défense.

retrouvez l'intégralité de la déclaration du Premier ministre, Sébastien Lecornu :

ZOOM SUR...

LES ÉVÉNEMENTS NATIONAUX



JEUDI 9 OCTOBRE : Robert Badinter au Panthéon

Robert Badinter, décédé en 2024, a rejoint le Panthéon, lieu des mémoires républicaines, aux côtés de celles et ceux qui ont façonné l'Histoire de la liberté en France.

Avocat, Ministre de la Justice, et défenseur des droits humains, **son nom restera à jamais lié à une avancée majeure de notre Démocratie qu'est l'abolition de la peine de mort en 1981**. Son combat a marqué l'Histoire de France.

Il restera une source d'inspiration pour toutes celles et ceux qui croient en **une justice plus humaine**. Par ses combats, ses mots, ses engagements, il a incarné une certaine idée de la Justice, fondée sur **l'humanité, la raison et la dignité humaine**.

La France honore cet homme dont les valeurs continueront d'éclairer les générations futures. Son entrée au Panthéon ce 9 octobre constitue une **marque de reconnaissance envers son progressisme et son humanisme** qui est pleinement méritée.

Pour revoir cette cérémonie :



SAMEDI 1er NOVEMBRE : Ce qui change en novembre

- Nouvelle répartition des heures creuses : En hiver, les heures creuses sont la nuit entre 23h et 7h alors qu'en été, elle auront lieu en journée entre 11h et 17h. Des ajustements pour encourager les consommations plus adaptées aux besoins en électricité dans notre pays.
- Tous les établissements sportifs (publics ou privés) devront afficher, à partir du 19 novembre, de manière visible une information sur les dispositifs de signalement des violences.
- Début de la tête hivernale dès le 1er novembre jusqu'au 31 mars 2026.
- Les frais bancaires après un décès sont désormais plafonnés (limités à 1 % du montant total des soldes des comptes et des produits d'épargne, avec un plafond absolu de 850 euros et dans certains cas la gratuité).

Pour plus d'informations :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

DANS LES MÉDIAS



LE COURRIER DE L'OUEST

Ces chanteurs du Maine-et-Loire font don des partitions des Compagnons de la chanson

[Lire l'article](#)



LE COURRIER DE L'OUEST

Si ces parlementaires étaient à la place de Sébastien Lecornu, voici ce qu'ils feraient

[Lire l'article](#)



LE COURRIER DE L'OUEST

Démission de Sébastien Lecornu : comment réagissent les députés et sénateurs de Maine-et-Loire

[Lire l'article](#)

Pour retrouver toutes mes interventions média du mois :

[Cliquez-ici](#)

MES ACTIONS AU QUOTIDIEN...

J'AI COSIGNÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, Rue de Varenne
75 007 Paris

Paris, le 17/10/2025

Objet : Demande de convocation d'une commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile

Monsieur le Premier ministre,

La proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile a été adoptée par l'Assemblée nationale en mars 2024, et par le Sénat

Courrier au Premier ministre

pour faire aboutir la proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile (fast fashion)

[Courrier](#)

« L'absence d'emploi fracture la nation, nourrit la division, pèse sur la croissance », estime un collectif transpartisan d'acteurs publics

Un collectif de députés et d'acteurs publics, parmi lesquels Bruno Morel, Marie-Agnès Pousier-Winsback et Stéphane Viry, plaide dans une tribune au « Monde » pour une réduction de l'inactivité professionnelle. Ils n'y voient pas seulement une mesure bénéfique pour les finances publiques, mais aussi pour l'équilibre social et la cohésion nationale.

Publié le 20 octobre 2025 à 08h00 | Lecture 2 min.

Tribune d'un collectif transpartisan de Députés et acteurs publics

pour renforcer l'insertion par l'activité économique et l'économie sociale et solidaire

Tribune

Pour retrouver toutes mes cosignatures :

Cliquez-ici

**Stella
Dupont**

**N'hésitez pas à consulter mon site internet pour rester continuellement informés.
Pour y accéder :**

Cliquez ici !

Rejoignez-moi sur les réseaux sociaux !



Permanence Parlementaire

10 rue Felix Faure
49290 Chalonnes-sur-Loire
02 41 17 26 02
stella.dupont@assemblee-nationale.fr

Merci de votre attention et à bientôt !

Vie privée et mentions légales

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous recevez ce message électronique de Stella Dupont, dont le siège est situé au 10 rue Felix Faure à Chalonnes-sur-Loire (49290), car vous êtes enregistré dans un fichier de prospection constitué et avez donné votre accord pour être contacté. Vos coordonnées seront utilisées pour vous informer tout au long du mandat législatif sauf opposition de votre part.

[Se désinscrire](#)



